(1)

(N° 59.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1887.

Abrogation de l'article 8 de la loi du 6 frimaire an VII concernant les passages d'eau particuliers et des articles 9, 10 et 12 de l'arrêté du 19 ventôse an VI édictant des dispositions destinées à assurer le libre cours des rivières et canaux navigables ou flottables (1).

RAPPORT

SUR DES AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT
FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RONSE.

MESSIEURS,

A la séance de la Chambre des Représentants du 13 juillet dernier, la section centrale a déposé son rapport tendant à modifier certaines dispositions du nouveau projet de loi déposé par le Gouvernement le 16 décembre 1886.

Le 21 novembre 1887, M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, d'accord avec M. le Ministre des Finances, a fait parvenir à M. le président de la section centrale une nouvelle rédaction par laquelle il adhère aux amendements présentés, sauf quelques modifications auxquelles la section centrale se rallie. Toutefois celle-ci propose d'ajouter à l'article 2 un paragraphe disposant comme il suit : « En ce qui concerne les » fleuves, rivières et canaux navigables et flottables qui sont dans le domaine » de l'État, les administrations communales ou provinciales intéressées seront » consultées. »

Le Rapporteur,
ALPH. RONSE.

Le Président,
P. TACK.

(1) Projet de loi, n° 36 (session de 1881-1882).

Rapport, n° 258 (session de 1886-1887).

(2) La section centrale, présidée par M. TACK, était composée de MM. REYNAERT, AMÉDÉE VISART, DOHET, VAN HOOEDE et RONSE.

(1 a)

(16)

(ANNEXE AU N° 59.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1887-1888.

Abrogation de l'article 8 de la loi du 6 frimaire an VII concernant les passages d'eau particuliers et des articles 9, 10 et 12 de l'arrêté du 19 ventôse an VI édictant des dispositions destinées à assurer le libre cours des rivières et canaux navigables ou flottables.

Nouveau projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les bacs et bateaux destinés à la traverse des fleuves, rivières et canaux navigables du royaume et employés pour le seul usage particulier ou pour l'exploitation d'une propriété entourée par les eaux, peuvent être établis avec l'autorisation du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, sans préjudice de l'autorisation spéciale exigée par l'article 512 de la loi générale du 26 août 1822.

ART. 2.

Aucun pont, aucune chaussée permanente ou mobile, aucune écluse ou usine, aucun batardeau, moulin, digue ou autre obstacle quelconque au libre cours des eaux ne sera établi, aucun ouvrage sur les berges et talus, tels qu'escaliers d'accès, rampes d'abordage, passerelles, embarcadères ou débarcadères, poteaux d'amarres, etc., aucun détournement, aucune prise d'eau ou saignée pour l'irrigation des terres ne sera pratiqué dans les rivières navigables ou flottables, dans les canaux de navigation appartenant à l'État, aux provinces et aux communes ou concédés à des particuliers, dans les canaux d'irrigation ou de dessèchement généraux et dans ceux qui sont la propriété des communes, sans l'autorisation préalable et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

ART. 5.

L'article 8 de la loi du 6 frimaire an VII et les articles 9, 10 et 12 de l'arrêté du directoire exécutif du 19 ventôse an VI sont abrogés.

Néanmoins, ces dispositions continueront à régir, jusqu'à ce que des conventions internationales en aient autrement décidé, s'il y a lieu, l'établissement des passages d'eau particuliers sur les parties mitoyennes de la Lys, de la Semois et de la Meuse.

Amendements de la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les bacs et bateaux destinés à la traverse des fleuves, rivières et canaux navigables du royaume et employés pour le seul usage particulier ou pour l'exploitation d'une propriété entourée par les eaux, peuvent être établis avec l'autorisation du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, et, en ce qui concerne les canaux provinciaux et communaux, de l'avis conforme des autorités qui en ont la propriété ou l'administration, le tout sans préjudice à l'autorisation spéciale exigée par l'article 512 de la loi générale du 26 août 1822.

ART. 2.

Aucun pont, aucune chaussée permanente ou mobile, aucune écluse ou usine, aucun batardeau, moulin, digue ou autre obstacle quelconque au libre cours des eaux ne sera établi, aucun ouvrage sur les berges et talus, tels qu'escaliers d'accès, rampes d'abordage, passerelles, embarcadères, poteaux d'amarres, etc., aucun détournement, aucune prise d'eau ou saignée pour l'irrigation des terres ne sera pratiqué dans les rivières navigables ou flottables, dans les canaux de navigation appartenant à l'État, aux provinces et aux communes ou concédés à des particuliers, dans les canaux d'irrigation ou de dessèchement généraux et dans ceux qui sont la propriété des provinces et des communes, sans l'autorisation préalable et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, et ce, de l'avis conforme des administrations provinciales ou communales intéressées.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Amendements de la section centrale, sous-amendés par le Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Les bacs et bateaux destinés à la traverse des fleuves, rivières et canaux navigables du royaume et employés pour le seul usage particulier ou pour l'exploitation d'une propriété entourée par les eaux, peuvent être établis avec l'autorisation du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, et, en ce qui concerne les canaux provinciaux et communaux, de l'avis conforme des autorités qui en ont la propriété ou l'administration, le tout sans préjudice à l'autorisation spéciale exigée par l'article 512 de la loi générale du 26 août 1822.

ART. 2.

Aucun pont, aucune chaussée permanente ou mobile, aucune écluse ou usine, aucun batardeau, moulin, digue ou autre obstacle quelconque au libre cours des eaux, aucun ouvrage sur les berges et talus, tels qu'escaliers d'accès, rampes d'abordage, passerelles, embarcadères ou débarcadères, poteaux d'amarrages, etc., ne sera établi, aucun détournement, aucune prise d'eau ou saignée pour l'irrigation des terres ne sera pratiqué dans les rivières navigables ou flottables, dans les canaux de navigation appartenant à l'État, aux provinces et aux communes ou concédés à des particuliers, dans les canaux d'irrigation ou de dessèchement généraux et dans ceux qui sont la propriété des provinces et des communes, sans l'autorisation préalable et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

Les décisions s'appliquant aux canaux provinciaux et communaux seront prises de l'avis conforme des administrations provinciales ou communales intéressées.

ART. 5.

L'article 8 de la loi du 6 frimaire an VII et les articles 9, 10 et 12 de l'arrêté du directoire exécutif du 19 ventôse an VI sont abrogés.

Néanmoins, et jusqu'à ce que des conventions internationales en aient autrement décidé, s'il y a lieu, ces dispositions continueront à régir les parties moyennes de la Lys, de la Semois et de la Meuse, pour l'octroi des autorisations dont l'objet est spécifié aux articles 1 et 2 de la présente loi.

Amendements définitivement adoptés par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

§ 1. (Comme ci-contre.)

§ 2. (Comme ci-contre.)

§ 5. En ce qui concerne les fleuves, rivières et canaux navigables et flottables qui sont dans le domaine de l'État, les administrations communales ou provinciales intéressées seront consultées.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)